

ASSEMBLÉE NATIONALE

CINQUIÈME SESSION

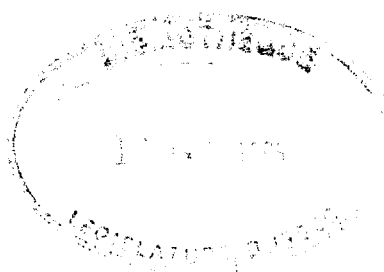
TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 255
(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval

Présentation

**Présenté par
M. Michel Leduc
Député de Fabre**



**Éditeur officiel du Québec
1984**

Projet de loi 255

(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la Ville de Laval et nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, le chapitre 89 des lois de 1965 (1^{re} session), soit modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 413 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de Laval par le remplacement du sous-paragraphe *b* du paragraphe 10 par le suivant:

« *b*) Pour établir, construire, posséder et exploiter un système de gestion des déchets et pour conclure avec toute municipalité, quelque que soit la loi qui la régit, une entente pour contribuer à l'établissement, à la construction et à l'exploitation de ce système, sous réserve des articles 468 à 469.1 de cette loi.

Pour confier l'exploitation de ce système à toute personne, sous réserve des articles 573 à 573.4 de cette loi.

Les expressions « déchets » et « système de gestion des déchets » ont le sens que confèrent à ces expressions les paragraphes 11 et 12 de l'article 1 de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2); ».

2. L'article 487 de cette loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

« **487.** Malgré toute disposition législative inconciliable, le conseil peut imposer la taxe spéciale pour le paiement des travaux municipaux de toute nature, y compris les travaux d'entretien, soit sur la base de

l'évaluation municipale, soit sur la superficie, soit sur l'étendue en front des biens-fonds imposables assujettis à cette taxe. Lorsqu'il s'agit de lots qui sont situés à un carrefour ou qui ne sont pas rectangulaires, le conseil peut fixer l'étendue en front à des fins d'imposition, selon la formule qu'il juge appropriée.

Lorsqu'il s'agit de lots rectangulaires en front sur des rues déjà ouvertes à la circulation avant que les travaux municipaux n'aient été décrétés, le conseil peut fixer le maximum de leur étendue en front à des fins d'imposition, selon la formule qu'il juge appropriée.

Le conseil peut aussi mettre le coût de ces travaux soit entièrement à la charge de la corporation, soit à sa charge et à celle des contribuables d'une ou plusieurs parties de la municipalité, soit entièrement à la charge des contribuables d'une ou plusieurs parties de la municipalité, dans les proportions que détermine le règlement ou la résolution.

Les trois premiers alinéas s'appliquent aux fins du paiement des honoraires professionnels, liés aux travaux visés, qu'ils aient été exécutés ou non. ».

3. L'article 549 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'insertion, à son quatrième alinéa, après le mot « semi-annuellement », des suivants: « ou annuellement ».

Le présent article a effet depuis le 1^{er} septembre 1984.

4. L'article 12 de la Loi modifiant la charte de la Ville de Laval (1978, chapitre 112) est modifié:

1° par le remplacement au premier alinéa des mots « centre-ville », par le mot « territoire »;

2° par le remplacement au paragraphe 2 du premier alinéa des mots « du centre-ville » par les mots « de ce territoire »;

3° par la suppression du dernier alinéa.

5. L'article 13 de cette charte est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **13.** La ville est autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière ou d'habitation et pour les travaux connexes à ces fins ainsi que tout immeuble désuet et dont l'occupation est nocive. »;

2° par le remplacement des troisième et quatrième alinéas par les suivants:

La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent pour des fins d'habitation, d'éducation, de loisir, de récréation et autres fins accessoires.

Elle peut aussi les céder par bail emphytéotique, aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation du ministre des Affaires municipales, pourvu que le total des redevances annuelles, de la valeur des améliorations à être faites par le preneur et des charges à être assumées par ce dernier soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses relatives à l'immeuble concerné, y compris celles encourues pour la restauration, la démolition, le transport et la construction, le cas échéant.

La ville peut aliéner, à titre gratuit ou pour un prix inférieur à celui prévu au présent article, un tel immeuble ou bâtiment en faveur du gouvernement, de l'un de ses organismes, d'une université, d'une corporation scolaire ou d'un autre organisme à but non lucratif; dans ce dernier cas, l'autorisation du ministre des Affaires municipales est requise.

La ville est autorisée à exercer les pouvoirs prévus au présent article sur les immeubles dont elle est déjà propriétaire.

Le présent article s'applique sous réserve de la Loi sur la protection du territoire agricole (L.R.Q., chapitre P-41.1). ».

6. L'article 14 de cette loi est abrogé.

7. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

8. La présente loi entre en vigueur le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*).

ANNEXE

Un territoire comprenant, en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Martin, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions ainsi qu'un chemin, le tout renfermé dans le périmètre ci-après décrit, à savoir: partant de l'intersection de la ligne séparant le lot 370 du lot 372 avec l'alignement sud-est du boulevard Saint-Martin; de là, les lignes et démarcations suivantes: l'alignement sud-est du boulevard Saint-Martin en allant vers le nord-est jusqu'à la limite d'emprise sud de l'autoroute 15 (Des Laurentides); les limites d'emprise sud et sud-ouest de l'autoroute 15 (Des Laurentides) en allant vers l'est ou le sud-est, selon le cas, jusqu'à la limite d'emprise nord-ouest du boulevard du Souvenir; les limites d'emprise nord-ouest, sud-ouest, et nord du boulevard du Souvenir en allant vers le sud-ouest, le sud-est et l'ouest, selon le cas, jusqu'à la ligne séparant le lot 370 du lot 372; la ligne séparant le lot 370 du lot 372 en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ.